

l'auteur, en habile navigateur, ne s'échoue sur le récif de la normativité, mais on sent bien que, de la gouvernance aux « bonnes pratiques », il n'y a jamais très loin. b) Au sens extensif qui lui est donnée, la gouvernance s'applique, à l'évidence, à toute société démocratique complexe. Gouvernance, complexité, pluralisme sont des clés qui ouvrent à peu près les mêmes portes, c'est-à-dire les portes de toutes les « démocraties avancées ». Dès lors, la spécificité du cas d'analyse n'apparaît guère à la seule lumière de cette notion.

« Comprendre le gouvernement comme gouvernance n'est pas différent à bien des égards qu'observer des interactions dans des pays européens comparables. [...] Comparer la gouvernance de style français avec celle de pays semblables implique ainsi de conceptualiser les degrés de la différence (discursive). »¹

Et il est juste de dire que c'est précisément là l'intérêt majeur du livre : montrer que, loin de l'invocation mécanique et fétichisée du « modèle Français », ou de l'« exception française », les limites de l'Hexagone ne sont pas plus imperméables aux contraintes et aux influences venant d'un monde globalisé qu'elles ne l'ont été, malgré les affirmations officielles, au nuage de Tchernobyl. Marx avait (déjà) bien raison de dire « les Français auront intérêt à se rendre compte que le monde bouge, même sans eux » ; et les fait bouger sans qu'ils s'en rendent toujours compte, pourrait-on ajouter. Vue sous l'angle des exigences de la démarche scientifique, la conclusion d'A. Cole est bien plus juste que nombre de travaux analytiquement moins scrupuleux :

« Pris comme un tout, les tendances décrites tout au long du livre placent la France plus près du mode de gouvernance réglementaire que pluraliste,

quoique cela dépende quelque peu du secteur et du niveau. »²

Mais elle nous laisse sur notre faim d'explications que seules peut-être l'histoire, la sociologie et/ou l'anthropologie pourraient tenter de combler.

Le livre est ambitieux et réussi. Il était nécessaire et servira de référence indispensable pour prendre une vue réaliste de la conduite de l'action publique dans notre pays. Il laisse de la place pour poursuivre les recherches sur les racines et les ressorts de la gouverne³ politique française.

Pierre Sadran -

Université de Bordeaux/Sciences Po Bordeaux, SPIRIT

— Une théorie politique vraiment politique⁴

« Il avait du bon sens, le reste vient ensuite. »⁵

Ce livre recueil contient trop de thèmes pour que tous soient ici traités ou même évoqués. Chaque chapitre mériterait discussion à part entière. Une telle diversité est aussi un atout : le livre donne une vision assez complète de l'œuvre de Michael Walzer. Or, celle-ci n'est que partiellement connue, et donc en partie déformée, en France. Les œuvres sur la justice et les aspects communautaires ont été privilégiées par éditeurs et traducteurs. Un tel livre (s'il est lu et s'il était traduit) apportera enfin le grand angle nécessaire à une connaissance plus équilibrée d'un des meilleurs théoriciens contemporains de la politique.

Pareil recueil nous donne l'occasion de tenter une approche un peu générale, en répondant à la question suggérée par cet ensemble de textes écrits

1. « *Understanding governing as governance is no different in many respects from observing interactions in comparable European countries. [...] Comparing French-style governance with that of similar countries thus involves conceptualising degrees of (discursive) difference* » (p. 205).

2. « *Taken as a whole, the trends described throughout the book place France closer to the regulatory than to the pluralist mode of governance, though this depends somewhat upon sector and level* » (p. 212).

3. On n'introduit pas ce vieux terme français dans le débat pour le seul plaisir de rendre hommage à la mémoire du professeur de Laval, Gérard Bergeron. C'est aussi parce que la science politique n'a peut-être pas suffisamment exploité la veine théorique issue de ses travaux. « L'unité sociale collective considérée, la *politie*, est structurée par le fonctionnement même de sa gouverne. Elle a en elle-même sa société – en société qu'elle est – ou, si l'on préfère, son propre milieu social. Sa gouverne agit dans ce milieu et non pas sur ce milieu comme quelque chose qui serait extérieur. La gouverne n'a pas de signification, même abstraite comme système, sans le milieu social dans lequel elle agit. Milieu social donné et gouverne particulière constituent la *politie*. Un régime, enfin, est la gouverne propre de telle *politie* historique » (Gérard Bergeron, *La gouverne politique*, Laval, Presses de l'Université Laval, 1977, p. 20).

4. Michael Walzer, *Thinking politically. Essays in Political Theory*, New Haven, Yale University Press, 2007, XXII + 368 p., bibliographie, index ; sélection des textes et introduction de David Miller.

5. Jean de La Fontaine, « Le berger et le roi », *Fables*, X, 9, 2^e éd., 1678.

à des moments très différents, à des dates très éloignées les unes des autres. S'agit-il pour autant de caractériser Walzer ? En France, la question entraîne souvent la réponse « communautarien ». Lui-même n'a jamais revendiqué rien de tel. Cette marque est donc collée de l'extérieur. Elle est inappropriée. Elle s'explique par la disproportion des traductions et par le goût du catalogue. S'il le faut, mettons plutôt : social-démocrate en économie (une position quasi radicale aux États-Unis, comme on savait, ou comme on l'a découvert depuis l'élection d'Obama), libéral en politique (mais au deux sens, français et américain) et conservateur en matière de culture. Toutes ces étiquettes sont largement dépourvues d'intérêt. Voilà qui satisfera néanmoins la demande, souvent forte, même (et surtout ?) parmi les savants.

L'essentiel est ailleurs en matière de théorie : c'est « simplement » qu'il y ait des idées. L'absence d'idées est le plus grand des maux théoriques. La chose n'est pas si rare, même chez certaines « stars » de la pensée. Chez certains doctes, on prend souvent les mots pour des idées, et le bavardage pour du raisonnement¹. Pas chez Walzer. Et comme il s'agit de politique, il faut, de plus, que ces idées se confrontent à une forme de réalité empirique de la politique contemporaine. Et il faut enfin que l'auteur de la théorie ou des réflexions philosophiques croie à l'existence spécifique de la politique, au sens de pensée politique et aussi d'arène politique. Voilà qui inscrit Walzer dans une tradition forte, qui commença avec Aristote. Mais il existe une tradition aussi forte, plus cléricale, qui va de Platon à Marx et aux libertariens. Cette seconde forme de pensée tend à considérer la politique comme un objet encombrant, surdimensionné, voire superficiel et mensonger. Par la théorie, on montrera alors dédain hautain et prétendues profondeur et finesse, en réduisant la politique à « presque rien ». Le « fond » serait ailleurs, en dessous ou au-dessus des apparences politiques, dans l'attitude morale ou dans la réalité économique, dans la croyance religieuse ou dans le déterminisme biologique, dans la doctrine philosophique ou dans la mécanique sociale. Walzer, au contraire, ne cesse de souligner « l'importance de la politique » (p. 79). L'organisation sociale, le modèle de la puissance publique, la répartition des richesses, l'éventail des

possibilités concrètes offertes doivent faire l'objet d'une décision politique.

Quelques lignes fondamentales sont récurrentes dans ce livre : l'épaisseur et la densité de la politique ; la confusion et la passion inhérentes à toute discussion et toute action humaines ; la nécessité politique d'une société civile jouissant d'une grande marge de manœuvre ; et l'inévitable réitération particulariste de tout principe universel dans son existence historique, parce que toute liberté entraîne la singularité des expériences. Il est visible que même la volonté de répéter une expérience à l'identique produit de la singularité historique.

Une telle position philosophique (ou ce bon sens politique supposé ordinaire ?) rend sceptique plutôt qu'affirmatif, mais sceptique à l'égard de qui ? La réticence est nettement dédoublée. Le livre en témoigne tout autant, et en même temps, envers l'abstraction philosophique et envers la réduction sociologique. Toutes deux sont admises, ont un rôle à jouer, mais qui ne saurait être exclusif ni arrogant. Leurs excès impérieux les rendent souvent infirmes et dérisoires.

La délibération : une mode théorique

Walzer revient sur le succès, au moins académique, d'un certain désir théorique de discussion éthérée depuis les années 1970. Ainsi, Habermas milite pour une communication sans contraintes. Walzer commente : « Par cette absence de contraintes, il signifie seulement [!] que sont exclues les contraintes de la force, de la fraude, de la déférence, de la peur, de la flatterie et de l'ignorance » (p. 26). Ce point d'exclamation après « seulement » est une critique aussi concise qu'éloquente. Habermas touché par un simple point d'exclamation...

Plus généralement, Walzer s'oppose au « remplacement du débat politique par une version idéalisée de la délibération judiciaire, ce qui est le but évident d'un grand nombre de philosophes contemporains » (note 2, p. 36). Les discussions sérieuses, que ce soit entre des philosophes ou dans toute une société, se développent lentement, sur de longues périodes, avec imprécision et partialité, en suivant un processus qui n'est un dialogue que pour une part. (p. 23). Les délibérations

1. « *It is usual for men to use words for ideas and talk instead of thinking in their reasonings* » : David Hume, *Treatise on Human Nature*, vol. 1, II.5, 1739.

d'un jury se rapprochent peut-être d'un débat philosophique, encore que la vérité d'un verdict tient à l'autorité du système judiciaire plus qu'à sa rigueur interne. Il semble assez naïf de postuler que la discussion tende vers la résolution des conflits et l'unification des positions. « Dans les conversations réelles l'accord n'est ni plus définitif, ni plus fondamental que le désaccord » (p. 24).

Curieusement, note Walzer, la philosophie politique et morale contemporaine s'adonne avec tant de passion à la définition de la discussion idéale que, celle-ci une fois définie, il semble à peine nécessaire d'avoir une discussion (p. 25). Walzer estime la tentative d'Habermas très voisine de celle de Rousseau, à cette différence près que Rousseau avait sagement renoncé à l'espoir d'une discussion idéale (p. 27). La politique, en démocratie, exige une discussion publique dans laquelle les orateurs sont responsables de leurs paroles, devant des auditeurs qui doivent retenir la teneur des propos et en tenir comptables leurs auteurs le moment venu. À cela s'ajoute le fait que la discussion, politique mais aussi philosophique, est faite de différends. Les intellectuels sont bien placés pour le savoir : quand ils entrent dans une discussion, parfois quelques concessions permettent de rapprocher les points de vue, mais alors même que rien ne permettrait de conclure que ce rapprochement produise plus de vérité, l'expérience montre à satiété que la probabilité que chacun s'accroche avec de plus en plus d'irritation à sa propre position n'est pas moindre (p. 31).

Le dialogue n'est qu'un des traits du processus complexe qui permet l'interaction, la compréhension et l'accord mutuel. Ce processus s'accomplit encore et surtout par le combat politique (dans lequel la force du nombre l'emporte généralement sur celle des arguments), la négociation, le compromis, la législation, la jurisprudence, la socialisation familiale et scolaire, l'innovation économique et toutes autres sortes d'instances créatives (p. 32). Contrairement au dialogue philosophique, la conversation courante n'a jamais de conclusion. Le discours empirique (*real talk*), par son instabilité et son caractère incessant, est finalement plus radical que le discours philosophique (*ideal speech*).

Dans un entretien conclusif, Walzer note que Rawls et les rawlsiens ont gagné la partie dans le monde philosophique, mais que dans le monde

empirique, ce sont les nozickiens qui savourent la victoire, peut-être pas quand ils sont philosophes, mais certainement quand ils sont économistes (p. 308).

Spécificité et densité de la politique

Doit-on en conclure que Walzer est un tenant du réalisme politique classique ? Non. Ce qu'il propose est une position équilibrée entre une conception agonique et une conception irénique de la politique et de la vie en société. Ses développements sur la société civile, les différentes formes de tolérance, le pluralisme des choix montrent que la compétition, pas plus que la coopération, ne saurait à ses yeux accaparer à elle seule le sujet. Walzer évalue, au contraire, la complexité des interactions et la contradiction des conséquences. Il affirme que « la socialisation est toujours contraignante » (p. 32).

Résumant l'activité politique concrète dans une démocratie contemporaine, il accumule les points suivants. 1. *Éduquer*. Agir politiquement s'apprend et s'apparente à de la socialisation, voire de l'endotrimement. 2. *Organiser*. Les organisateurs essaient de persuader un ensemble de personnes d'agir à l'unisson et se méfient des individus trop spéculatifs ou trop délibérants. 3. *Mobiliser*. Cette métaphore militaire parle d'elle-même. 4. *Manifester*. Ici comptent l'intensité de l'engagement personnel, la force numérique et l'adhésion doctrinale. 5. *Déclarer*. Une déclaration politique est un genre théorique particulier. 6. *Débattre*. Le but d'un débat politique n'est pas l'accord entre participants mais la victoire de l'un d'eux. 7. *Négocier*. Les compromis reflètent plus souvent un rapport de forces que le poids respectif des arguments échangés. 8. *Influencer*. Le *lobbying* est une forme d'influence redoutable quand elle incorpore d'étroites relations personnelles. 9. *Faire campagne*. L'inévitable quête démocratique de soutien populaire. 10. *Voter*. Personne ne contrôle en définitive ce processus quand il est populaire. 11. *Financer*. L'activité politique a un coût. 12. *Corrompre*. Seul exemple négatif dans cette liste. 13. *Faire le travail de routine, expédier les affaires*. Et tout particulièrement accomplir les tâches ingrates, ennuyeuses, répétitives. 14. *Décider, gouverner*. Quand expédier les affaires courantes est le point le plus bas de la politique, gouverner en est le sommet. Le plaisir de commander n'est sûrement pas rationnel, et c'est ce qui explique que tant de gens le recherchent avec passion (p. 135-142).

Pourrait-on néanmoins imaginer que la conception irénique puisse trouver son terrain d'élection dans la sphère académique ? Le lecteur savant appréciera ce clin d'œil à la communauté savante :

« La production de connaissance ne se résume pas à une docte communion. Quiconque a siégé dans une commission universitaire, participé à l'édition d'une revue, discuté la valeur d'un curriculum entre collègues, évalué des demandes de financement pour la recherche, reconnaîtra que ces activités sont fortement politiques et procèdent par compromis, négociations, effets d'influence et d'autorité autant que par amour de la vérité. » (p. 34)

Un art libéral des séparations

Walzer est libéral plus qu'individualiste. Il fonde la valeur de la dimension libérale de la politique, non pas dans l'individualisme, mais dans l'art des séparations. Une société jouit de liberté et d'égalité, établit-il, quand un succès dans un domaine institué n'est pas convertible en succès dans un autre domaine, autrement dit, quand la séparation tient bon. Il arrive trop souvent qu'elle ne tienne pas assez bon, ajoute-t-il (p. 58). Il n'en reste pas moins que le grand mérite de la démocratie libérale est d'avoir pratiqué cet art des séparations. Le « mur » le plus connu est celui qui sépare la religion et l'État, mais il existe d'autres murs, et chacun doit avoir pour conséquence la création et le maintien d'une nouvelle liberté. La liberté de recherche dans l'université, pour prendre un autre exemple.

Cet art de séparer n'est pas enraciné ni garanti par la séparation des individus, car celle-ci est beaucoup plus biologique que sociale. L'art de séparer est cause et effet d'une complexité sociale. Loin de séparer les individus, il les réunit dans telle ou telle sphère tout en leur en offrant plusieurs sphères possibles. L'être humain n'atteint une forme de liberté que dans des institutions autonomes (p. 63). Si la démarcation entre la politique et l'économie n'est pas assez ferme, alors les forces du marché sont en position d'abus de pouvoir (son diagnostic, au moins concernant les États-Unis). L'abus inverse est également possible et s'est produit dans les régimes communistes. De plus, l'extension d'une idéologie de la compétition entre domaines ou à l'intérieur de chacun présente un danger.

« Quand la compétition est trop féroce, toutes sortes de mécanismes sociaux et psychologiques entrent

en jeu, suscitent un comportement agressif et sans pitié chez les uns, et provoquent retrait et résignation chez les autres. » (p. 75)

Là aussi, ce diagnostic permet de critiquer la politisation de la vie dans certains régimes, sa marchandisation dans d'autres et de jauger les effets de l'idéologie de la compétition à toute échelle d'activité.

Contre certains aspects du libéralisme (ou plutôt d'une certaine conception du libéralisme), Walzer admet certaines des critiques communautariennes. L'erreur d'un certain libéralisme est de sous-estimer le caractère répétitif et peu spontané des associations et des identités, mais ce qu'apporte de précieux toute forme de libéralisme est la garantie de pouvoir abandonner groupes et identités, plus encore que la liberté d'y appartenir ou de les former (p. 106). Quand elle échappe à la pure contrainte et à la manipulation bureaucratique, la politique consiste en histoire partagée, sentiment commun, conventions acceptées, toutes choses incarnant et prolongeant « l'amitié » collective (*philia*) dont parlait Aristote (p. 233). L'équilibre entre la socialisation particulière et la théorie universelle est possible. La liberté est une notion qui prend des sens différents selon les cultures mais conserve un sens minimal commun qui permet la compréhension et la comparaison entre époques et lieux différents. De ce point de vue, Walzer retrouve, ou au moins recherche, un équilibre entre le meilleur des Lumières et du romantisme. À la manière d'Isaiah Berlin, pourrait-on dire.

Méthode

Terminons par quelques considérations sur l'activité théorique en tant que telle. Celles-ci se passent de commentaires, car on ne saurait mieux dire, à mon sens, que Walzer.

« Je n'ai aucun appétit pour la simplicité, car un monde que la théorie pourrait complètement saisir et parfaitement expliquer ne serait pas, je le crains, un endroit très agréable à vivre. » (p. 115)

« Je tends à penser que le monde moral est beaucoup moins bien ordonné que ne sont prêts à l'admettre les philosophes de la morale. » (p. 302)

Important également l'avertissement suivant aux théoriciens (il s'applique tout autant aux « praticiens » des sciences sociales) : « la philosophie est de la politique pensée dans la tranquillité et la politique, de la philosophie mise en œuvre dans la confusion » (p. 68). J'ose ajouter que

Walzer voit juste, quoique que sa formule soit trop généreuse pour les intellectuels : tranquillité n'est pas toujours sérénité. Tranquillité n'est pas non plus gage de précision et de rigueur. C'est pourquoi est répété encore aux uns et aux autres l'injonction « d'entrer dans le détail des problèmes, des lois, des situations » qu'ils entendent commenter, juger, orienter (p. 309).

Proche de Hume, Walzer insiste sur le caractère passionnel et émotionnel de la vie humaine, un aspect autant sous-estimé par les marxistes que par les libéraux. Cette dimension de l'étude et de la compréhension de la politique, selon lui, réclamerait plus d'attention, tant du point de vue théorique qu'empirique, et de la part de la philosophie comme des sciences sociales (p. 309).

L'auteur de ce texte aimerait terminer sa recension par la phrase la plus importante de ce livre, sinon la plus originale : un enseignement valable depuis les sciences les plus mathématiques jusqu'aux circonstances les plus ordinaires de la perception.

« Nous n'abordons pas un objet seulement avec des facultés mais aussi avec des intérêts et des idées. Et ce que nous voyons, reconnaissons et comprenons dépend de ce que nous sommes en train de chercher. » (p. 39)

Gil Delannoi -

Centre de recherches politiques de Sciences Po
(Cevipof)

– Amérique latine : entre crise économique et bouleversements politiques¹

Ces trois numéros consécutifs de la collection « Mondes émergents », réalisés sous la direction de Georges Couffignal, présentent un panorama complet et riche de l'Amérique latine. Les contributions des trente et un auteurs mobilisés traitent d'une multiplicité de thématiques, depuis les élections qui rythment la vie politique du continent jusqu'aux changements socioculturels. Une place importante est laissée à la mise en perspective historique de l'actualité politique, ce qui donne l'occasion au lecteur de saisir la complexité et l'épaisseur des événements. Les articles sont complétés par des ressources

documentaires ; ainsi, à la fin de chaque numéro, des fiches-pays nous présentent les données socio-économiques, démographiques et politiques des pays de la région, ce qui permet de rapporter l'analyse sociologique qui nous est présentée aux chiffres et autres données factuelles.

La lecture transversale de ces trois volumes annuels successifs permet de suivre l'évolution des pays latino-américains avant et après le déclenchement de la crise financière et économique mondiale. Dans le numéro publié au début de l'année 2008, G. Couffignal (p. 11-22) dresse un bilan très positif des performances économiques récentes de l'Amérique latine. En effet, la région connaît, depuis le début des années 2000, une croissance très dynamique. L'auteur souligne qu'il « faut remonter à la fin des années 1960 pour retrouver une période de croissance aussi soutenue » (p. 12). Il s'agit d'un changement total par rapport aux années 1990, qui ont vu régresser les économies latino-américaines. Cette croissance soutenue, fondée sur la forte demande mondiale de matières premières et sur le dynamisme des économies asiatiques, est ébranlée par la crise mondiale. Ce retournement de situation date du milieu de l'année 2008, lorsque les économies régionales commencent à ressentir fortement les effets de la crise. Carlos Quenán et Edgardo Torrijá Zane (p. 15-28) établissent un premier bilan des conséquences de la crise mondiale sur les pays de la région dans l'édition de 2009. Alors que les États-Unis subissaient les chocs des faillites bancaires dès 2007, les économies latino-américaines ne ressentent pas immédiatement les effets de la crise des *subprimes*. Les premiers effets négatifs viennent de la diminution des transferts des migrants latino-américains à leurs familles restées au pays (les *remesas*), qui représentent l'une des principales sources de devises pour les économies de la région. Lorsque les États-Unis tombent dans la récession, la diminution progressive de la demande sur leur marché interne et la diminution du flux de touristes vers les Caraïbes affecte sérieusement les économies les plus dépendantes, celles d'Amérique centrale. En même temps, la baisse des cours mondiaux des matières premières nuit aux économies des grands pays exportateurs. Enfin, les sorties de capitaux, qui se redirigent vers des valeurs réputées plus sûres (phénomène

1. Georges Couffignal (dir.), *Amérique latine, l'économique, le religieux*, Paris, La Documentation française/IHEAL (Mondes émergents), vol. 1 : *Mondialisation : le politique*, 2008, vol. 2 : *La nouvelle donne politique et économique*, 2009, vol. 3 : *Une Amérique latine toujours plus diverse*, 2010.